



N° 81 Avril - April 2014

SOMMET EU-AFRIQUE

Le Premier ministre belge Elio Di Rupo a rendu hommage mercredi 2 avril aux soldats africains qui ont combattu durant les deux Guerres mondiales sous les drapeaux de leurs colonisateurs pour les aider à se "libérer de la tyrannie" en rappelant combien le sort de l'Europe et de l'Afrique étaient liés. L'Afrique et l'Europe ont une longue histoire commune. On ne peut pas défaire ce passé commun. Il en va de même pour notre avenir, a-t-il souligné lors d'un discours prononcé au début du dîner qui rassemblait à Bruxelles des dirigeants européens et africains participant au 4ème sommet UE-Afrique.

"Notre histoire a parfois été tragique, comme nous le rappelle le centenaire de la première Guerre mondiale. Avec le président (américain Barack) Obama, il y a quelques jours, nous avons salué la mémoire de tous ceux qui sont morts au combat", a affirmé M. Di Rupo, dans une allusion à la visite rendue au cimetière militaire américain de Flanders Fields à Waregem, qui abrite des tombes de soldats américains morts en Belgique lors de la guerre 1914-1918.

"Les tragédies en Europe ont aussi eu des échos et des implications chez vous, en Afrique", a ajouté le Premier ministre en rendant un "hommage appuyé" à "tous les Africains qui ont combattu à nos côtés pour nous libérer de la tyrannie".

"Il y a eu, sur nos deux continents, les horreurs du génocide, de l'épuration ethnique. Je pense à la Shoah, évidemment. Et au génocide rwandais, il y a vingt ans. Je pense aussi à la guerre des Balkans et à ce qui se joue peut-être maintenant, dans le Sahel", a poursuivi M. Di Rupo.

"Nous devons tout faire pour prévenir et arrêter de telles barbaries. Cela passe par des mécanismes et structures de prévention et par une lutte sans relâche contre l'impunité. Cela passe par l'éducation, en particulier des jeunes générations, à la tolérance, à la non-discrimination, à l'ouverture à l'autre", a fait valoir le chef du gouvernement.

"Nous ne pouvons pas tolérer, où que ce soit, que certains soient privés de leurs droits et persécutés en raison de leurs origines, de leur orientation sexuelle, de leur religion ou de leurs convictions", a encore dit M. Di Rupo dans une allusion au fait que près de trois quarts des pays africains - à l'exception notable de l'Afrique du sud -, disposent de législations interdisant ou réprimant l'homosexualité.

Il a également salué le fait que les Africains aient souvent montré le chemin de l'émancipation et de la justice sociale. "Oui, vous êtes les représentants d'un continent qui a lutté, et qui continue de lutter, pour l'émancipation", a lancé le Premier ministre belge en évoquant la décolonisation, depuis le début du 20ème siècle, jusqu'à la lutte exemplaire de l'ex-président sud-africain et prix Nobel de la paix Nelson Mandela, décédé le 5 décembre dernier.

"Nous devons poursuivre cette voie du courage. Il y a encore trop d'hommes et de femmes dans le monde qui doivent se battre pour leur dignité et leurs libertés. Trop de minorités sont méprisées, trop de droits sont déniés", a encore dit M. Di Rupo.

In *La Libre Belgique* du mercredi 2 avril 2014

Frans van der Lugt: een getuigenis tegen het kwaad



Recente foto van Frans van der Lugt (maart 2014)

In de vroege ochtend van 7 april 2014 gebeurde wat velen vreesden: pater Frans van der Lugt SJ, jezuïet te Syrië, werd op brute wijze vermoord. Hij laat een menselijk getuigenis na dat niet meer ontkend kan worden.

Message du Provincial: "lundi 7 avril, aux alentours de 8h00, le Père Frans van der Lugt a été enlevé par des hommes armés qui l'ont roué de coups puis tué de deux balles dans la tête devant la résidence des Jésuites d'Homs".

We wisten dat het kon gebeuren. “Is hem door de orde niet gesuggereerd daar weg te gaan?”, vraagt een journalist me. Nee, dat hebben we hem niet gesuggereerd. Frans was te zeer vervlochten met de lokale situatie, met de ingewikkelde geschiedenis van een verdeeld Syrië om je daar als buitenstaander al te veel mee te bemoeien. Frans had die uitgesproken betrokkenheid, die we bij medebroeders in missielanden vaker zagen: ze waren dáár, niet meer hier, al was dit land hun oorsprong. Zijn vaste overtuiging om ‘zijn’ mensen daar trouw te blijven was een gegeven, dat door hem noch door ons veranderd kon worden.

Had Frans iets misdaan waarvoor hij terechtgesteld kon worden?

Zijn dood is een schok, dat hij vermoord werd maakt het alleen maar rauwer. Onmiddellijk had ik de associatie met *Des hommes et des dieux*, het vergelijkbare drama van een trappistengemeenschap in Thibirine in Algerije. Ook zij stonden voor de keuze om te vertrekken of hun roeping trouw te blijven. Ook zij deden hun best om te overleven in een uiteengedreven samenleving, waar mensen eerst met elkaar samenleefden zonder elkaar het recht op samenleven te betwisten – tot woorden een rol gingen spelen als ‘extremisme’, ‘terreur’ en mensen in de rol van vijanden werden gedreven.

Menselijkheid

Had Frans iets misdaan waarvoor hij terechtgesteld kon worden? Hij heeft gepleit voor menselijkheid, voor liefde voor elke mens die recht heeft op menswaardigheid. Hij gaf gestalte aan het woord ‘trouw’. De razernij van de macht van het kwaad stelt ons op de proef, maar vraagt van ons een vergelijkbare trouw. We zijn het hem verschuldigd.

Wanhopig pleitte hij met een beroep op de wereldbevolking dat men zou optreden, ingrijpen en anders toch minstens: helpen. Maar als haat en bitterheid toeslaan, komt er niet veel meer uit dan een geforceerde evacuatie voor het oog van camera's, en vervolgens de voortzetting van het kwaad dat ongezien weet te blijven. Frans bleef pleiten voor vrede, voor gehandicapte mensen, voor saamhorigheid. We weten hier niet veel over de werkelijkheid van Syrië, maar het beeld van zijn inzet komt dwars door de troosteloosheid heen van dit land in oorlog, ver van de wereld waar wij in leven.

Getuigenis

Frans zou op 10 april 76 worden. De laatste beelden toonden, dat hij er slecht aan toe was. Na bijna 55 jaren als jezuïet, 43 jaar als priester, 38 jaar in Syrië, 21 jaar in Homs is zijn leven voltooid met de kroon van een getuigenis dat niet meer ontkend kan worden. Pasen is anders dit jaar.

Ben Frie sj in *Ignis*, tijdschrift van de jezuïeten over geloof en samenleving

VINGTIÈME ANNIVERSAIRE DU GÉNOCIDE

Le lundi 7 avril marquait la commémoration du 20e anniversaire du génocide rwandais.

Le président Kagame accuse

La semaine a été marquée par la polémique suscitée par le président Kagame accusant la France et la Belgique d'avoir « participé directement » au génocide de 1994 dans une interview dans *Jeune Afrique* publiée à la veille des commémorations du 20^{ième} anniversaire de ce génocide. Dans la foulée de cette accusation qui a suscité maintes réactions et commentaires dans le monde politique et dans la presse française, Paris, dont les relations avec le régime rwandais ont toujours été houleuses, a décidé d'annuler sa participation aux commémorations, ce qui a entraîné à Kigali le retrait de l'accréditation aux commémorations de l'ambassadeur de France au Rwanda. Dans le même temps, le représentant du Rwanda à l'UNESCO dénonçait l'attitude de l'Eglise catholique pendant le génocide. Le jour des commémorations Kagame a pointé du doigt la « colonisation européenne » en s'en prenant de nouveau à la France et dans une moindre mesure à la Belgique. Au cours d'une cérémonie au camp Kigali, cette dernière a réagi, par les voix des ministres belges des Affaires étrangères et de la Coopération, en rendant un « vibrant hommage » aux 22 Belges, civils et militaires, assassinés lors du début du génocide.

Éphémérides G.L. – Semaine du 5 au 11 avril 2014
Jeune Afrique n) 2778, p. 20 et sv.

Johan Swinnen, l'ex-ambassadeur de Belgique à Kigali de 1990 à 1994, a répondu à des questions de lecteurs du journal *le Soir*.

Q. : Pourquoi utilisez-vous encore "génocide Rwandais" au lieu de "génocide Tutsis ?"
Johan Swinnen: "C'est une question importante, nous devons faire le deuil de tous les Rwandais et autres victimes comme des Belges, qui ont péri dans le génocide. Il est évident que les Tutsis en ont été les principales victimes. Mais de nombreux Hutus modérés ont également été massacrés. Nous devons être compréhensifs devant le deuil de tout le monde, y compris celui des Hutus. C'est une condition essentielle pour ouvrir la voie à la réconciliation."

Q. : Que pensez-vous de ceux qui parlent du double génocide ?

Johan Swinnen: "C'est une accusation très grave, il faut savoir le prouver. Je serais tenté d'être beaucoup plus critique quant au comportement des troupes rwando-congolaises qui ont massacré une masse de gens sur leur chemin vers Kinshasa en 1997. Il y a eu certainement, et nous devons le condamner également, des massacres de nombreux Hutus en 1994. Mais au stade actuel, je ne peux pas qualifier ces massacres d'un deuxième génocide."

Q. : Un certain nombre de religieuses et de prêtres figurent parmi les génocidaires.

Johan Swinnen: "Il ne faut pas mettre tout le monde sur le même pied. Les comportements de certains religieux sont certainement condamnables. Mais j'ai également connu des membres de l'église extrêmement courageux et qui ont payé de leur vie un engagement pour la paix et la réconciliation. Les évêques, mais aussi des prêtres ordinaires, ont joué un rôle actif dans les derniers mois préconisant la modération et s'érigeant contre la violence."

Q. : (...) Le rôle de la France a été une trahison envers la Belgique (opération Turquoise, Amaryllis, exfiltration de la veuve d'Habyarimana).

Johan Swinnen: "Je n'ai pas un jugement final sur cette douloureuse question. Déjà pendant mon mandat à Kigali je regrettais l'impuissance de Paris et Bruxelles de réfuter la caricature que les extrémistes faisaient des diplomates belge et française. Les premiers étant considérés comme pro Tutsi et les seconds comme pro Hutu. Il faut nuancer. Et continuer à faire tous les efforts de recherche de la vérité, des vérités. C'est pourquoi je parle d'un débat serein et tolérant. Ne continuons pas à faire des caricatures. Mais je plaide quand même, et je vous rassure, pour un débat critique. L'Europe ne peut plus se permettre ce genre d'antagonisme."

Q. : Depuis des mois, la Belgique et la France savaient qu'un génocide se préparait. Pourquoi on n'a rien fait contre (...) ?

Johan Swinnen: "Je craignais une véritable "déstabilisation tragique"; je connaissais les ingrédients et la communauté internationale les connaissait également : mes contentements sur certains aspects des accords d'Arusha, incursions régulières du FPR déplaçant des centaines de milliers de pauvres paysans, campagne de haine entretenue très agressivement par la Radio des mille collines, distribution d'armes, agissements des milices des partis politiques. L'assassinat du Président burundais démocratiquement élu en octobre 1993 a également porté un coup de massue au processus de paix et de démocratisation. Mais nous, diplomates, avons gardé espoir et déployé toutes nos énergies pour garder le processus sur les rails. Nous voyions les risques d'une très grave déstabilisation, mais pas vraiment un génocide. D'autant que nous n'avions pas prévu qu'un avion avec deux présidents dedans (du Rwanda et du Burundi) serait abattu le 6 avril."

Q. : Quelles sont les responsabilités de Kagame ?

Johan Swinnen: "Je l'ai moins connu que Habyarimana. Nous étions très sévères avec le président Habyarimana, tout le monde le sait. Mais lors de mes rencontres avec Kagame dans le maquis, je me permettais de l'exhorter également à des attitudes apaisantes. Quant à son rôle actuel, j'apprécie les efforts et les résultats palpables de la reconstruction économique et sociétale. Je l'ai vu de mes propres yeux à Kigali il y a quelques jours. Mais cet effort doit se fonder sur des ambitions de durabilité et de respect des droits de l'homme."

"Les Africains de la région des Grand lacs doivent s'investir réellement dans un processus de paix et de d'intégration économique régionale plutôt que de laisser se développer des scénarios de déstabilisation auxquels nous continuons d'assister malheureusement. L'exploitation illégale des ressources naturelles doit stopper. Je plaide pour une intégration économique ouvrant la perspective d'une unité politique et une paix durable par la réactivation d'une organisation déjà existante, à savoir la Communauté économique des Pays des Grands Lacs (CEPGL)."

In *Le Soir* du 14-04-2014

Verzoening heeft geen deadline

Voor de honderdjarige herdenking van de Eerste Wereldoorlog worden intussen kosten noch moeite gespaard./.../ Betekent die lange tijdspanne dat er sprake is van verzoening? Als je terugdenkt, dan namen twintig jaar na het eindigen van de Eerste Wereldoorlog de vroegere vijanden de wapens opnieuw op en leidden de schijnbaar gerepareerde breuklijnen tot de Tweede Wereldoorlog. Het contrast is groot. Twintig jaar na de Rwandese genocide verwachten we dat Hutu's en Tutsi's samen thee drinken. Twintig jaar na Srebrenica verwachten we dat Servische en Bosnische kinderen samen op het schoolplein spelen.

Verzoening na de wereldoorlogen moest plaatsvinden tussen landen, verzoening na een genocide moet gebeuren tussen gemeenschappen, tussen burens, tussen families. Het is toch logisch dat het tweede proces moeilijker is? Zelfs tussen landen is het niet evident, kijk maar naar hoe tot vandaag de (subjectieve) gevolgen van de Eerste Wereldoorlog doorschemeren in het leven van de doorsnee-Europeaan. Kunnen we dan verwachten dat conflicten zo snel verwerkt zijn in samenlevingen, als wij er zelfs nog niet klaar mee zijn na honderd jaar?

Gudrun Van Pottelbergh, conflictexpert VN, in *De Standaard* van 14-04-2014

KINDERMISBRUIK : EXCUSES VAN HET VLAAMS PARLEMENT

Het Vlaams Parlement heeft op maandag 22 april 2014 bij monde van voorzitter Jan Peumans zijn excuses aangeboden bij slachtoffers van seksueel, fysiek et emotioneel geweld in jeugd- en onderwijsinstellingen.

"Het feit dat slachtoffers vaak niet geloofd werden, heeft de impact van het trauma nog versterkt. Het is onmiskenbaar dat het geweld en het misbruik slachtoffers tot op vandaag scherp tekenen. Ontkenning en minimalisering van dat historisch misbruik staan de verwerking ervan in de weg", zei Jan Peumans. "Daarom wil het Vlaams Parlement uitdrukkelijk stellen dat het dat geweld en misbruik onaanvaardbaar en verwerpelijk vindt. Om die reden biedt het Vlaams Parlement publiekelijk zijn verontschuldigen aan voor deze wanpraktijken. Het Vlaams Parlement wil op die manier het ervaren leed formeel erkennen."

'Hoogdag voor mensenrechten'

Kinderpsychiater Peter Adriaenssens sprak over een "hoogdag voor mensen- en kinderrechten". Adriaenssens was lid van een expertenpanel dat de overheid adviseerde om publiekelijk excuses uit te spreken.

De Vlaamse minister van Welzijn, Jo Vandeurzen (CD&V) riep de experten vorig jaar samen nadat honderden volwassenen naar de hulplijn 1712 hadden gebeld om te vertellen wat ze als kind hadden meegemaakt, op internaat of in het weeshuis. Zij reageerden daarmee op de getuigenis van Lily, die bijna een jaar geleden in *De Standaard* vertelde hoe zij als kind in het tehuis Jeugdooise zweepslagen kreeg, opgesloten werd en zich onder een hete douche moest wassen.

De brief met excuses krijgt een zichtbare plaats in het parlement, "als permanent teken van verontwaardiging en als een blijvende oproep om niet te vergeten", zegt Peumans.

VERKIEZINGEN IN BELGIË

"In de aanloop naar de verkiezingen worden we als christenen én als burgers uitgedaagd om na te denken over wat we belangrijk vinden voor onze samenleving. Wat zijn essentiële thema's voor ons, christenen, maar ook voor alle mensen van goede wil? En welke thema's stellen politici op de eerste plaats? Wat brengen zij naar voor als het belangrijkste voor de samenleving van morgen? Durven wij op 25 mei consequent kiezen voor de waardigheid van de mens en het algemeen welzijn?"

Josian Caproens, voorzitter van het Interdiocesaan Pastoraal Beraad

Belgique ELECTIONS - VERKIEZINGEN België

Testez vos opinions et trouvez le ou les partis dont vous êtes proches

www.lalibre.be/actu

Cliquez sur **Test électoral 2014**

4 tests s'offrent à vous: Elections wallonnes
 Elections bruxelloises
 Elections fédérales
 Elections européennes

Evalueer uw opvattingen en ontdek bij welke partij(en) u het dichtst aanleunt

www.standaard.be

Klikken op **Doe de stemtest**

4 tests zijn mogelijk: Vlaamse verkiezingen
 Brusselse verkiezingen
 Federale verkiezingen
 Europese verkiezingen

"La position qui consiste à affirmer que l'Eglise ou les hommes d'église, voire les croyants, doivent s'abstenir de toute prise de position 'politique' est intenable, non seulement parce que ses contours sont indéfinissables, mais aussi parce qu'elle contrevient frontalement aux principes fondateurs de notre démocratie."

Christophe Mincke, sociologue, codirecteur et éditorialiste
De La Revue Nouvelle

LA LOI SUR L'EUTHANASIE DES MINEURS

Le Roi a apposé son seing à la loi sur la dépenalisation partielle de l'euthanasie des mineurs. Le Moniteur l'a publiée. L'affaire est close. Qu'on me permette cependant quelques réflexions "post factum" qui n'engagent que moi, mais me tiennent à cœur. De conviction démocratique, en effet, j'accepte. Comme humaniste, je suis inquiet.

Que va donc changer cette loi ? Rien, aurait-on envie de répondre. A partir du moment où l'euthanasie des adultes est devenue un acquis - un droit, pensent les gens -, le tournant a été pris. Comme il fut argué en son temps, c'était la porte ouverte à la banalisation et, plus grave, à l'amplification. C'est ce qui est arrivé. Viendra sans doute ensuite la loi sur l'euthanasie des personnes "démentes". Quand un interdit fondateur de toute vie en société est franchi, quel autre interdit peut encore empêcher la dérive ? L'individu devient un absolu, sans Dieu ni maître, qui décide du bien et du mal sans autre référence que lui-même. Autre chose de ne pas toujours pouvoir respecter une loi - la faiblesse humaine demande compréhension et bienveillance -, autre chose d'ériger cette faiblesse en quasi droit et de légiférer à partir des exceptions plutôt que de l'idéal.

Les questions éthiques sont de plus en plus idéologiques. Les débats parlementaires, les changements d'alliance (même si la liberté de conscience a été respectée), l'urgence de l'agenda en sont des illustrations. La démocratie a tendance à s'ériger en absolu, comme la monarchie de droit divin en son temps. Or, l'homme est mesuré non pas par le décompte des voix, mais par un idéal qui le pousse à croire en la vie, à l'aimer, même lorsqu'on ne peut la qualifier de belle et que l'envie nous prend de murmurer ou de crier : "J'en ai assez !" L'amour de la vie est l'honneur de l'humanité. Les peuples pauvres en sont souvent les témoins inattendus, leur joie de vivre étant contagieuse.

Du point de vue des mineurs, cependant, il y a, me semble-t-il, un changement important. "*Il y a peu de cas, mais c'est une victoire symbolique*", ai-je pu entendre, en substance, à la radio. Symbolique : voilà précisément ce qui suscite en moi une profonde inquiétude. Le rôle des parents est en effet virtuellement transformé, et cela se réalisera chaque fois qu'ils donneront l'autorisation de mourir. C'est symboliquement grave. Jadis, sans loi, cela se faisait, peut-être en âme et conscience, mais c'était un échec (que je ne peux pas juger) et une infraction (non poursuivie dans les faits). Maintenant, c'est un "droit" donné aux parents, même si le mot utilisé est celui de dépenalisation partielle. C'est tout différent.

La loi piège les parents dans un dilemme tragique. Ou je consens et je n'ai pas défendu mon enfant envers et contre tout, et même contre lui-même. Ou je ne consens pas, et je suis un parent indigne qui laisse souffrir son enfant. Les parents deviennent donc, aux yeux de leur enfant, ambivalents : ils ont droit de vie et de mort; ils ne sont plus ceux qui font pour lui, jusqu'au bout, le choix de la vie. Ils peuvent, en effet, laisser la mort gagner sur la vie. Quelle protection reste-t-il donc à l'enfant contre lui-même (car nul n'est à l'abri de pulsions de mort) ? Quel message aux yeux des autres enfants ?

Au nom de la liberté ! Mais elle n'est jamais pleine et entière. Lui laisser, en matière de vie ou de mort, la décision ultime est risqué. Car après, il est toujours trop tard. L'euthanasie est, de fait, une "liberté individuelle", une possibilité, mais elle doit rester, estime Axel Kahn, un "interdit collectif" 1. Je le rejoins. Qui peut en effet empêcher cet acte, qui peut juger la personne qui le pose ? Mais de là à l'inscrire dans la loi...

Charles Delhez, sj, sociologue, chroniqueur

(1) Axel Kahn, *Un type bien ne fait pas ça...* NiL, 2

In *La Libre Belgique* du 9 avril 2014

IN'T KORT – NOUVELLES BRÈVES

Le Prix de la Paix 2014 de Pax Christi International

Le Prix de la Paix 2014 de Pax Christi International a été attribué au Service Jésuite aux Réfugiés en Syrie (Jesuite Refugee Service – JRS Syria) pour son exceptionnel engagement dans l'apport de secours

d'urgence aux Syriens depuis le début de la guerre en 2011. Créé en 1988, le Prix est financé par le Fond pour la Paix du Cardinal Bernardus Alfrink et récompense des personnes ou des organisations contemporaines qui œuvrent pour la paix, la justice et la non-violence à travers le monde.

Pax Christi International genomineerd voor de Nobelprijs voor de Vrede

Het Nobelprijsc comité ontving een record aantal kandidaturen voor de Nobelprijs voor de Vrede 2014. De identiteit van de genomineerden wordt niet prijsgegeven maar toch is geweten dat onder de 278 kandidaten die in aanmerking komen 47 organisaties zijn waaronder Pax Christi International.

Verder heeft men ook weet van de Amerikaanse klokkenluider Edward Snowden, het Pakistaanse schoolmeisje Malala Yousafzai en de Russische president Vladimir Poeten (ndlr. ?!?!●*?!?!)

Op 10 december zal de Nobelprijs in Oslo overhandigd worden.

In SpoedEcho, ACAT-België, n° 2, april 2014

La Charia au Brunei

Ces jours-ci, est entré en vigueur au Brunei le Nouveau Code pénal fondé sur la charia (la loi islamique) qui comprend des sanctions archaïques telles que la flagellation et la lapidation jusqu'à ce que mort s'ensuive, certaines étant applicables également aux non musulmans. (Fides)

Het derde geslacht

In India worden transgenders formeel door het Indiase Hooggerechtshof erkend als het derde geslacht. Het gaat om wie zich man noch vrouw voelt, en niet tussen beide geslachten wil kiezen. Ze voelen zich niet, of niet helemaal, thuis in de geslachtrol die past bij hun uiterlijke geslachtskenmerken. India loopt zo voor op Europa, en eigenlijk ook op de rest van het Westen. De Standaard van 16-04-2014

De plus en plus de super-riches

Ces individus "*à valeur nette très élevée*" – dont le patrimoine hors résidence principale se monte à plus de 21,6 millions d'euros – sont aujourd'hui 167 669, soit une augmentation de 59% sur les dix dernières années. Ils totalisent plus de 14,4 milliards d'euros de patrimoine – plus que le PIB cumulé des Etats-Unis et de l'Allemagne.

D'après *The Guardian*, cité in *Courrier International* joint à *La Libre Belgique* du 26-27 avril 2014

Geld voor ontwikkelingshulp stijgt naar recordhoogte

Ondanks de mondiale economische crisis hebben de Oeso-landen in 2013 het hoogste bedrag ooit uitgegeven aan ontwikkelingssamenwerking: 134,8 miljard dollar (98 miljard euro). België gaat in tegen die trend. Van de 28 Oeso-landen verhoogden zeventien hun ontwikkelingsbudget. Opvallendste stijger is het Verenigd Koninkrijk, dat onder druk van een grote ngo-campagne het budget in 2013 verhoogde naar 0,72 procent van het Britse bruto nationaal inkomen.

Tegenover de 17 stijgers staan ook elf landen die hun budget verkleinden. Ons land is een van hen: met een besparing van 280 miljoen euro gaven we in 2013 0,45 procent van het BNI aan ontwikkelingshulp. Met de daling komt België op een gedeelde negende plaats met Ierland in de lijst van de Oeso-landen. "Een slecht signaal, dat bovendien tegen de eigen engagementen van deze regering ingaat", zegt Bogdan Vanden Berghe, directeur van 11.11.11. In *De Standaard* van 9 april 2014

Compilateur/compositeur responsable: Jef Vleugels, rue Charles Degroux 118 – B-1040 Bruxelles